DÉMOCRATIE COMMUNALE

Pour une liste de rassemblement, pour la démocratie communale et la défense des services publics aux Mureaux

Nous sommes des citoyens des Mureaux, engagés ou non dans des associations ou des partis. Nous avons décidé de présenter une liste aux élections municipales de mars 2014. Notre volonté est d'agir avec les habitants contre la politique d'austérité, de privatisations et de contre-réformes du gouvernement, relayée dans de nombreux domaines par l'actuelle majorité municipale.

Nous voulons garder notre commune!

En effet, la loi «métropole» en cours d'adoption à l'Assemblée Nationale et au Sénat tend à vider de toute signification l'élection municipale de mars 2014. Elle prévoit la transformation de toutes les intercommunalités existantes en «métropoles». A peine créée, la communauté d'agglomération Vexin & Seine devrait se fondre dans un monstre bureaucratique de 3 à 400 000 habitants. Notre sort serait livré à des instances incontrôlées dans tous les domaines essentiels (aménagement de l'espace, politique de l'habitat, environnement, logement, transports, voierie, stationnement, assainissement, eau...) Quel pouvoir resterait-il aux communes et aux conseils municipaux ?: célébrer les mariages, entretenir les cimetières et quelques activités marginales ! C'est pourquoi nous nous reconnaissons pleinement dans la résistance de nombreux maires qui luttent contre ce projet de loi et exigent que soit respecté le principe fondamental pour chaque commune de s'associer avec qui elle veut pour les compétences qu'elle choisit librement.

Nous voulons garder notre école publique et laïque!

Depuis septembre 2013 dans notre ville, la réforme des rythmes scolaires entraîne une désorganisation majeure du fonctionnement de l'école publique :

- Les enfants sont fatigués, désorientés ; il y a confusion des lieux et des missions par le mélange du scolaire et du périscolaire.
- Cette réforme complique la vie des parents et crée pour beaucoup des frais supplémentaires et une désorganisation de leur vie quotidienne.
- Elle allonge l'amplitude horaire des élèves et des enseignants et supprime la coupure du mercredi ce qui est une fatigue supplémentaire pour tous et notamment pour les enfants.
- Elle désorganise les services municipaux et a des conséquences sur les conditions de travail et de vie des personnels communaux.
- Elle constitue un nouveau désengagement de l'Etat et une charge financière très lourde pour les communes.

C'est pourquoi nous nous prononçons pour l'abrogation de la délibération sur les rythme scolaires votée par la majorité municipale en mars dernier et pour la non application de cette « réforme » à la rentrée de septembre 2014.

Nous voulons préserver et reconquérir nos services publics.

Nous nous sommes opposés à la fermeture du bureau grandes lignes de la gare SNCF, à la fermeture de l'antenne EDF, au démantèlement progressif du centre de Sécurité Sociale.

Pour nous, la défense des services publics, c'est la garantie de l'égalité en droit des citoyens. En conséquence, nous nous engageons à lutter :

- Pour la remunicipalisation des cantines scolaires, du service d'entretien des écoles et de tous les services privatisés;
- Pour l'intégration des personnels de la ville dans le corps des employés communaux (dans le respect du statut de la fonction publique territoriale)
- Pour l'embauche en fixe de tous les emplois précaires (emplois d'avenir, contrats aidés, ...)
- Pour le développement des services de crèches collectives et d'aide à domicile publics ;
- Pour le retour de la gestion de l'eau en régie publique totale, y compris pour la facturation et les liens avec les usagers et l'entretien.

Favoriser le logement social est l'urgence à prendre à bras le corps!

Des centaines de familles sont condamnées à l'impossibilité de vivre dignement (plus de 2000 demandes de logement en mairie). Un foyer AFTAM livré à lui-même et aux dégradations. Il est devenu très difficile pour nos enfants d'accéder à un véritable logement : «Tanguy » sans solution dans beaucoup de cas ! Sans parler des marchands de sommeil qui prolifèrent aux Mureaux en spéculant sur la misère.

C'est pourquoi nous nous prononçons contre l'augmentation des loyers et des charges. L'opération en cours de rénovation urbaine (400 millions d'euros) se traduit trop souvent par une dégradation de la vie des familles (réhabilitations bâclées). La

destruction de tours HLM ne devrait pas se faire sans la construction préalable d'un nombre équivalent de logements décents à des prix abordables. Ainsi, au conseil municipal, nous avons demandé que le locataire relogé dans un logement neuf le soit sans augmentation du couple loyer-charges, ce qui est loin d'être le cas (cf la cité Renault où le loyer d'un F4 peut dépasser 1000 euros!)

De même, nous nous sommes opposés à la vente des logements de fonction pour les enseignants de la ville. Et cela d'autant plus que l'immeuble des 14 logements du parc de Bècheville a été vendu pour une somme dérisoire (900 000 euros) à une société qui entend en faire une résidence aux loyers inabordables pour les muriotins en attente d'un toit. Enfin, nous sommes partisans d'un programme de construction de résidences pour personnes âgées qui fait cruellement défaut dans notre commune.

Il faut mettre un coup d'arrêt aux suppressions d'emplois, au chômage et à la précarité.

La loi de flexibilité issue de l'accord MEDEF-CFDT démantelant le code du travail, les accords de compétitivité chez Renault, à PSA, demain à EADS ne signifient rien d'autre que l'aggravation de l'exploitation et les suppressions d'emplois. Dans la Vallée de la Seine, dans nos villes et nos cités, la précarité et le chômage des jeunes explosent :

- 800 suppressions d'emplois à Renault-Flins ;
- Fermeture de l'usine Karl Zeiss Vision à Aubergenville ;
- Annonce d'un plan de 5800 suppressions d'emplois à EADS, essentiellement dans la division Astrium Espace...pour aboutir à 15% de rentabilité!

Avec les salariés et leurs organisations syndicales, nous exigeons zéro licenciement. Ces questions doivent être débattues devant tous les muriotins, sans faux-fuyants.

Démocratie communale, école, logement, services publics, emploi doivent être les priorités de l'action municipale

Force est de constater l'immense rejet de la population à l'égard des gouvernements successifs et son aspiration à ce que soient enfin pris en compte ses besoins et revendications réels.

Notre engagement n'a de sens qu'à la condition pour nos candidats de proclamer leur volonté d'indépendance au 1er comme au 2ème tour du scrutin des 23 et 30 mars 2014.

Ces derniers refusent de passer sous le joug de la baisse des dépenses publiques et des restrictions budgétaires. Ils ne se résignent pas au carcan d'austérité imposé par l'Union Européenne et le gouvernement Hollande-Ayrault. Partisans de l'unité et de la démocratie, ils entendent se battre sur un mandat clair et précis et ils ne pourront le faire qu'en faisant appel à la population des Mureaux.

Rejoignez-nous en répondant à cet appel, participez à la réunion publique qui se tiendra :

VENDREDI 31 JANVIER à 19h30

salle SRV, 24 avenue P. Raoult – Les Mureaux (en face la gare SNCF)

Je souhaite faire partie de la liste« Démocratie communale » aux élections municipales des Mureaux

Nom Prénom	Adresse	Tél.
Courriel	Signature	